

<b>Département</b>
<b>Var</b>
<b>Canton</b>
<b>La Crau</b>
<b>Commune</b>
<b>Le Rayol- Canadel</b>

JP/DC/SH

République Française N° 10/2020

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

**DÉCISION D'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ A BONS DE COMMANDES  
Travaux d'entretien de voirie**

Monsieur le Maire de la Commune du Rayol-Canadel,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

VU le Code de la commande publique,

VU la délibération N°16/2014 en date du 28/03/2014 par laquelle le Conseil Municipal a donné délégation à Monsieur le Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadre ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget en vertu de l'article 10 de la loi 2009-179 du 17 février 2009 modifiant les dispositions de l'article 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération N° 42/2016 du 17/06/2016 par laquelle le Conseil Municipal a pris acte des révisions du Code de la commande publique avec la mise à jour du guide de procédure de passation des marchés publics,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de conclure un marché public de travaux avec la société **COLAS Midi Méditerranée, 193, allée Vauban 83168 FRÉJUS** concernant les **travaux d'entretien de voirie**

**CONSIDÉRANT** que le choix de cette société s'est effectué dans le respect du Code de la commande publique et des règles de mise en concurrence,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Un marché public à bons de commandes de travaux est conclu avec la société **COLAS Midi Méditerranée, 193, allée Vauban 83168 FRÉJUS** concernant **travaux d'entretien de voirie**.

**ARTICLE 02** : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

**ARTICLE 03** : La présente décision sera inscrite au registre des arrêtés municipaux.

Fait au Rayol-Canadel le 05 Janvier 2020

Le Maire,  
Jean PLÉNAT



*\*Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

*Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*